

La DGAC attaquée de l'intérieur

À chaque crise son lot de surprises, de démagogie et de coups bas : en dépit de son contexte inédit, celle-ci ne fait pas exception. Le SNCTA a l'habitude d'être pris pour cible par d'autres organisations syndicales, sans que cela n'appelle de réponse, les contrôleurs n'étant ni dupes, ni aveugles des faits. La situation actuelle est toute autre car cette fois, c'est la profession qui est visée.

Une attaque médiatique téléguidée

La profession a récemment été attaquée dans les médias sur la base d'informations rapportées par le témoignage d'un « contrôleur » anonyme. En réalité, les précautions prises n'ont pas été suffisantes pour ne pas démasquer l'attaque lâche et inacceptable du principal syndicat confédéré de la DGAC. En effet, à défaut de participer aux instances pour y représenter les personnels, celui-ci a fait le choix irresponsable de diffamer la profession sur la place publique. Pire, le témoin anonyme est un secrétaire national de cette organisation « syndicale » et, surtout, il n'est pas contrôleur !

L'USAC-CGT a quitté le champ de l'opposition syndicale et a franchi une ligne rouge en désignant la profession comme sa cible.

Préparer ou obérer l'avenir ?

Coincé dans une opposition syndicale stérile, ce syndicat tente toujours de contester les expérimentations mises en place depuis 2015 dans certains centres volontaires et dont le succès pourtant quantifiable et vérifiable a été souligné non seulement par les contrôleurs concernés mais par tous les acteurs de l'aéronautique lors des Assises du Transport aérien. De toute évidence, la manipulation qu'elle opère a pour objectif de rendre les propos sensationnalistes

Le SNCTA regrette la bataille syndicale à laquelle d'autres se livrent dans une période où la cohésion devaient être de mise et le travail de fond leur priorité.

Dans la gestion de cette crise, il ne s'associera qu'à ceux ayant à cœur de défendre la navigation aérienne et non d'attaquer notre profession, dans une démarche constructive et non de boycott ou de démagogie. Dans l'attente, le SNCTA poursuit son travail.

et de déclencher une réaction médiatique pour avoir ce qu'elle n'arrive pas à obtenir par le dialogue social.

A contrario, face à la réalité de la crise sanitaire, le SNCTA a négocié une mutualisation des expérimentations. Celle-ci vise, pour les trois prochaines années, à décongestionner l'espace aérien afin de permettre une planification de routes plus courtes, moins émettrices de gaz à effet de serre, dans un contexte de reprise du trafic et de modernisation technique coûteuse en ressources humaines. En somme, cet accord responsable permet, par une réforme de l'organisation du travail et sans augmentation salariale (ni *a fortiori* de « prime de suractivité »), de préparer de manière responsable l'avenir de la DSNA que les anti-réformistes tentent d'obérer par tous les moyens.

De la chaise vide à la terre brûlée

À travers une campagne de rare ampleur répandant dans la presse que la DGAC est financée par le contribuable (alors qu'il s'agit principalement de redevances payées par les compagnies aériennes), que les expérimentations RH des ICNA ont coûté 45 M€ sur 2016-2019 (ce montant correspond aux revalorisations catégorielles du dernier Protocole tous corps confondus !), que le trafic est actuellement à 20 % (en réalité à plus de 50 % dans les CRNA, jusqu'à 100 % dans certains aéroports) ou qu'un lien est à faire entre la rémunération et le niveau de trafic de cette période (*sic*), le « premier syndicat de la DGAC » joue un jeu dangereux qu'aucun contrôleur ne doit soutenir et jette le trouble sur l'ensemble de la DGAC et de ses personnels.

Le SNCTA est clair : ni guerre de corps, ni bataille syndicale stérile. Du travail.

Si le SNCTA ne peut rester silencieux face à cela il enjoint les contrôleurs à ne pas se tromper de message : il ne faut ni entrer dans une guerre de corps ni dans une guerre syndicale chronophage là où l'énergie est à la gestion de la crise et la préparation de la reprise.